

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Ce-que-revele-et-cache-la-crise-financiere>

# **Ce que révèle et cache la crise financière**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : jeudi 24 novembre 2011

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

La bagarre coloniale revient au galop. Après la Libye ce sera la Syrie grâce à une « intervention limitée » de la France, de l'Angleterre et de la Turquie, selon le journal français *Le Canard Enchaîné* (23 novembre 2011), et encore une fois avec l'appui de la marine de guerre canadienne que le Premier ministre conservateur de Ottawa, Stephen Harper, a laissée en Méditerranée pour appuyer toute intervention des pays de l'OTAN (*CBC*, 20 novembre 2011). Et ensuite « [Iran pour l'Iran](#) » [es], comme Juan Gelman écrivait dans *Página/12* le 13 novembre dernier.

Les pas si anciennes puissances coloniales européennes et l'impérialisme US ont appris la leçon d'Israël qui, comme le remarque l'historien Yakov Rabkin « *a conservé le 'virus' occidental de l'usage de la force pour soumettre ou coloniser d'autres peuples, et maintenant ce virus se propage. Il n'est pas d'origine israélienne ni d'origine juive, il est d'origine européenne et il a été très bien préservé en Israël, qui a fait office d'hôte des valeurs occidentales qui sont si agréables au roi d'Arabie Saoudite, qui les applique avec la répression à Bahreïn* » (« [El sionismo tiene sus raíces en el imperialismo, no en la historia judía](#) »).

Au milieu des crises financières successives, des problèmes structurels du capitalisme qui menacent la survie du système, la lutte pour les marchés, sans détours et même avec arrogance, réapparaît dans ses formes originales. Derrière les forces militaires de l'OTAN, en Libye, sont arrivés, les hommes d'affaires des pays qui ont participé à cette agression, comme la France, l'Angleterre, les États-Unis, le Qatar, le Canada et l'Italie. Les militaires ont bombardé, ils ont tué et blessé et ils ont déplacé de nombreux civils et détruit une grande partie de l'infrastructure de la Libye, et les hommes d'affaires sont arrivés pour obtenir les contrats pour la reconstruire, pour vendre les armes qui permettent de réinstaller les arsenaux et le matériel militaire détruit, et du coup obtenir les contrats pour s'approprier au maximum possible des deux ressources naturelles abondantes dans ce pays : le pétrole et l'eau douce.

### **Rien ni personne n'est à l'abri de cette offensive réactionnaire**

Le retour aux pires époques du capitalisme est évident dans tout. Une à une les conquêtes des travailleurs et sociales gagnées à travers de longues et coûteuses luttes ouvrières se voient limitées ou sur le chemin de l'élimination dans les pays capitalistes avancés, tout cela au nom de l'austérité fiscale et de la compétitivité, ou bien pour renforcer la dictature du capital financier sur les économies et les peuples.

Le recul politique est écrasant. L'état major de l'Union Européenne a décidé qui gouvernera la Grèce et l'Italie, et entre autres choses s'apprête à établir une « dictature budgétaire » qui mettra fin, dans l'euro-zone, à la souveraineté politique des nations en matière fiscale et budgétaire.

Les peuples comprennent que le système politique composé par les « *partis de gouvernement* » n'offre pas d'alternative à la situation actuelle. En réalité les « *partis de gouvernement* », qu'ils soient conservateurs ou social-démocrates, ont capitulé devant les marchés financiers et promettent de continuer à saigner leurs peuples déjà affaiblis. Et dans ce contexte la crainte de l'insécurité économique et sociale s'installe dans l'électorat, ce qui constitue un dangereux bouillon de culture, comme cela fut démontré pendant la crise des années 30 du 20e siècle.

Tandis que le chômage est très élevé et continue d'augmenter, et que la récession économique qui touche les pays endettés, comme le Portugal, la Grèce et l'Espagne, a gagné l'Italie et menace le reste de la zone-euro au fur et à mesure que les gouvernements de pays comme la France appliquent davantage de mesures d'austérité fiscale pour réduire le déficit budgétaire, qui réduiront la demande agrégée, ou bien le pouvoir d'achat des français, avec les évidentes conséquences déjà connues d'un coup de frein économique, la réduction de la recette fiscale et l'augmentation du déficit budgétaire. Et comme l'oligarchie financière ne perd pas l'opportunité de cette crise qu'elle a elle-même créée, en même temps elle exige que les pays de la zone-euro continuent à éliminer les principales

conquêtes sociales des travailleurs, comme la semaine de 35 heures en France, pays où la productivité est plus élevée qu'en Allemagne, pour retourner aux 38 heures, et va savoir s'il y aura ou non une compensation salariale.

### Une crise de la civilisation capitaliste

En Europe le racisme est devenu une chose quotidienne et à côté du nationalisme de la pire espèce il s'est mis à faire partie du programme de quelques partis politiques. La haine ethnique est présente et dans quelques pays européens elle se manifeste à travers le discours d'hommes politiques et de gouvernants.

Comme l'a dit l'essayiste canadien John Ralston Saul [1] la mondialisation qui était supposée ouvrir les frontières du monde a mené directement ou indirectement au contraire, au nationalisme dans sa version archaïque. Ce que nous avons vu au cours des 25 dernières années, pour de bonnes et de mauvaises raisons, est un retour surprenant du nationalisme, du nationalisme positif (comme dans des pays d'Amérique du Sud) et du nationalisme négatif. Du retour du populisme et maintenant la régression au racisme. Dans les dernières décennies le racisme a recommencé à être quelque chose de « socialement acceptable ». C'est quelque chose d'atroce ... on peut être raciste et être élu pour gouverner un pays. L'Italie a eu un fasciste comme vice-premier ministre ; la France, va savoir ; la Hongrie ... : Comment cela est-il arrivé ? Ce n'était pas que nous allions vers l'ouverture et que le nationalisme mourait ? La globalisation a apporté de nouveau, au niveau national, le populisme, le nationalisme, le racisme et le fascisme, et les frontières se ferment non par la peur d'Al-Qaeda, mais parce que attitudes du vieux nationalisme négatif reviennent, et c'est seulement l'une des conséquences imprévues de la mondialisation dirigée par une idéologie déshumanisée entièrement dédiée à l'économie.

Les élites qui ont donné vie à la mondialisation ne sont pas préparées à l'incertitude et à la confusion actuelle. Elles savent que quelque chose arrive mais voient les aspects négatifs comme exception à la règle, quand en réalité « nous ne sommes déjà plus dans la globalisation, mais dans autre chose que nous ne savons pas encore définir », disait John Saul en 2005, quand il a publié son livre « [The Collapse of Globalism and the Reinvention of the World](#) » - [2] Et il ajoutait que si nous ne faisons pas cette analyse nous serions incapables de créer une direction (de changement) et nous recommencerons à être victimes des circonstances de ceux qui proposent une direction à suivre. Cela est arrivé dans les années 30, et dans beaucoup de pays cela a mené au nazisme ou au fascisme, dans d'autres cela a mené le *New Deal* ou le communisme.

Dans un débat le 11 mars 2011 à Waterloo, dans la province de l'Ontario, au Canada, John Saul a souligné que la *globalisation* est une tentative de « *changer de prisme* » pour voir la civilisation : « *Il y a eu des temps dans lesquels elle était vue à travers Dieu, la religion, à travers de la monarchie absolue ou une idéologie. L'idéologie à partir les années 70 du 20e siècle a consisté en ce qu'il fallait regarder le monde à travers l'économie, et cela a été défini comme 'globalisation'*. C'est à dire voir le monde à travers l'économie ».

Le penseur canadien explique comment à travers cette idéologie on pense à propos du « citoyen, qui se met à être un client ; de la culture, dans les termes de comment l'organiser, la financer et la contrôler ; ou de la santé, où l'on entre dans un hôpital et personne n'est un malade, mais des clients, comme si c'était des objets d'une théorie de gestion économique. Cette idéologie que nous nommons *globalisation* est fondamentalement un retour vers la vision utilitariste du fonctionnement de la civilisation, de comment cela doit inévitablement fonctionner ».

Pour John Saul, la mondialisation n'est pas une idée nouvelle ni d'ailleurs originale, mais une vieille idée attachée à une vision linéaire de comment la civilisation fonctionne et doit fonctionner : « *Elle fait partie de l'ancienne vision du rationalisme et de l'utilitarisme, de comment nous nous déplaçons du passé vers l'avenir, sans jamais pouvoir reculer. Le progrès est d'avancer toujours. La globalisation est une espèce d'antique et linéaire utilitarisme économique, attaché à de vieux modèles de croissance et de ce qui constitue la richesse, dont il n'y a pas de limite à l'expansion et à la croissance, dont il faut constamment augmenter le commerce extérieur sans qu'on examine*

jamais quel type de commerce, dans quels termes ou si le commerce nous apporte ce que nous voulons réellement, ni plus examiner quel est l'objectif d'augmenter la croissance ou le commerce ».

Cet objectif linéaire, ajoute-t-il, ne produit pas de vision d'inclusion, d'ensemble, mais une étroite vision utilitaire de comment le monde fonctionne, et cela casse le concept de la citoyenneté, du bien commun et de l'idée même du citoyen désintéressé, l'idée même de civilisation, et nous éloigne de ce dont nous avons besoin précisément, une vision holistique, vaste et d'inclusion. Ce qui est arrivé dans les 30 dernières années est très similaire à l'atmosphère en France sous (le règne de) Louis-Philippe Ier [3].

Il ajoute, comme quelques économistes et politologues, que sous la mondialisation il y a eu un franc retour au mercantilisme, ou bien la création de grandes entreprises intégrées horizontalement (et) fondamentalement contrôlées par des gérants ou des administrateurs. Et voilà qu'il compare les grandes transnationales d'aujourd'hui aux entreprises des mercantilistes britanniques ou hollandaises, comme la [Compagnie de la Baie Hudson](#) créée par les britanniques pour contrôler le commerce et l'extraction des ressources au Canada, ou la [Compagnie Britannique des Indes orientales](#), qui ne créaient pas de richesses mais transportaient et faisaient le commerce de différents produits à travers du monde. Et il souligne que sous l'ordre néolibéral « *n'a pas non plus augmenté la concurrence entre entreprises, mais le contraire, parce que nous avons vu l'augmentation de monopoles et d'oligopoles* ».

Comme l'écrit le sociologue mexicain Pablo González Casanova (« [Les dangers du monde et des sciences défendues](#) » [es]. La Jornada. México, le 14 novembre 2011), il n'y a pas de doute que nous vivons dans un monde injuste et dangereux. « *L'option rationnelle* » qui oriente les sciences sociales hégémoniques devient, paradoxalement, une option irrationnelle. Sur cet aspect et en utilisant le référent de la « *purification ethnique* », John Saul parle de la « *propreté intellectuelle dont dans les dernières décennies nous avons été témoin dans les cercles universitaires, en particulier dans les départements d'économie, pour empêcher l'arrivée ou l'accès à de nouvelles idées. Il n'y a jamais eu si peu de désaccord entre des économistes. Maintenant cela change parce que la situation est si évidente qu'elle ne peut pas être ignorée. Trois décennies sans désaccord ! Ceux qui étaient en désaccord n'étaient pas publiés. C'est un exemple classique de l'idéologie, du rejet de la pensée intellectuelle, des différences intellectuelles, parce que c'est au travers de la différence que nous découvrons de nouvelles choses. C'est quelque chose de similaire à la secrète « [Congrégation pour la Propagation de la Foi](#) » (Saint-Office) de l'Église catholique, ou bien un instrument de propagande en faveur d'une idéologie, mais dans ce cas prétendant être une science économique* ».

Pour John Saul nous sommes face d'une rupture catastrophique de la pensée intellectuelle occidentale, qui explique l'absence de remise en question de la mondialisation, sur ce qui est crucial : où nous dirigent-ils ? Et voilà qu'il affirme que « *c'est comme être tombé dans un fait scolastique de bas niveau. On dirait que ce que nous avons eu durant les trois dernières décennies en termes de pensée économique (hégémonique) est le plus bas niveau d'éducation en matière de pensée intellectuelle depuis 1750, quand Voltaire disait que l'aristocratie dominante (en France) n'avait pas besoin d'apprendre à lire parce qu'elle avait du personnel domestique qui lui lisait* ».

La Vèrdiere, France, le 23 novembre 2011.

\* **Alberto Rabilotta**, journaliste argentin.

[Alai-Amlatina](#). Équateur, le 23 novembre 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

**El Correo**. Paris, le 24 novembre 2011.

Post-scriptum :

\* **Alberto Rabilotta** est journaliste argentin depuis 1967. Au Mexique par la « *Milenio Diario de Mexico* » Correspondant de Prensa Latina au Canada (1974). Directeur de Prensa Latina Canada, pour l'Amérique du Nord (1975-1986) Mexique, USA, Canada. Correspondant de l'Agencia de Services Spéciaux d'Information, ALASEI, (1987-1990). Correspondant de l'Agencia de Noticias de México, NOTIMEX au Canada (1990-2009. Editorialiste sous de pseudonymes -Rodolfo Ara et Rocco Marotta- pour « *Milenio Diario de Mexico* » (2000-2010, Collaborateur d'ALAI, PL, El Correo, El Independiente et d'autres medias depuis 2009.

---

[1] John R. Saul, intellectuel canadien et auteur d'essais importants, dont « [Les Bâtards de Voltaire. La dictature de la raison en Occident](#) » (1993) et « [Mort de la globalisation](#) » (2005). Les rendez-vous ont été pris pour le débat sur « [Le côté obscur de la globalisation](#) » au *Centre pour l'Innovation dans la Gouvernance Internationale* (CIGI) de Waterloo, dans l'Ontario, Canada, le 11 mars dernier.

[2] L' « inévitable » globalisation devenue « évitable », interview avec John R. Saul publiée dans le *Milenio Diario de Mexico* en juin 2005, sous le pseudonyme *Rocco Marotta*.

[3] Louis Philippe Ier a régné de 1830-1848, une période marquée par une concentration extrême de la richesse entre peu de mains et l'appauvrissement massif des travailleurs et des paysans.